

The ESCP Geopolitics Institute Policy Papers, IP N° 2026-11

[La guerre en Iran : un accélérateur des recompositions géopolitiques en Indo-Pacifique

Mottet, Eric*

CREIP, Québec

Résumé

La guerre en Iran accélère le basculement géopolitique de l'Indo-Pacifique en fragilisant davantage la position des États-Unis face à la Chine. Le choc énergétique provoqué par le blocage du détroit d'Ormuz alimente le mécontentement à l'égard de Washington. Face à une Amérique perçue comme imprévisible et centrée sur ses propres priorités, de nombreux États asiatiques privilégient désormais une stratégie d'autonomie stratégique et de diversification de leurs alliances.

Mots clés : Indo-Pacifique, États-Unis, Iran, autonomie stratégique, diversification des alliances

* Eric Mottet est un enseignant-chercheur franco-canadien. Il est directeur de recherche à la Chaire de recherche en études indo-pacifiques et directeur-adjoint du Conseil québécois d'études géopolitiques (Université Laval, Canada)

The ESCP Geopolitics Institute Policy Papers, are part of the ESCP Impact papers series. They are dedicated to debates of Policy issues and managerial challenges. ESCP Impact Papers are in draft form. This paper is circulated for the purposes of comment and discussion only. Hence, it does not preclude simultaneous or subsequent publication elsewhere. ESCP Impact Papers are not refereed. The form and content of papers are the responsibility of individual authors. ESCP Business School does not bear any responsibility for views expressed in the articles. Copyright for the paper is held by the individual authors.

La guerre en Iran : un accélérateur des recompositions géopolitiques en Indo-Pacifique

La rivalité sino-américaine est l'un des principaux moteurs des recompositions de l'ordre international, dont l'Indo-Pacifique est devenu le principal théâtre stratégique. Dans ce contexte, la guerre en Iran et son extension régionale ont mis en évidence la vulnérabilité des économies asiatiques, dépendantes des approvisionnements énergétiques et des routes maritimes du Moyen-Orient. Au-delà de ses effets économiques immédiats, cette crise accélère les recompositions géopolitiques régionales en renforçant les stratégies de résilience, de diversification et d'autonomie stratégique des États de l'Indo-Pacifique.

Indo-Pacifique : au cœur de la rivalité sino-américaine

L'affirmation de la puissance économique, géopolitique, diplomatique et stratégique de la Chine a contribué à l'émergence du concept d'Indo-Pacifique, formulé au Japon en 2007 par Shinzo Abe. À la différence de l'Asie-Pacifique, incarnée notamment par la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) et fondée sur l'espoir d'un multilatéralisme étendu à l'ensemble de l'Asie ainsi que sur la diffusion du modèle économique et politique promu par les Occidentaux, l'Indo-Pacifique repose avant tout sur une logique de précaution stratégique visant à contenir la montée en puissance de la Chine et à se prémunir contre ses projets, réels ou supposés, de remise en cause des règles et des normes internationales établies depuis la fin de la guerre froide.

L'Indo-Pacifique occupe une position stratégique majeure puisqu'elle concentre une part essentielle de la population mondiale¹, des économies les plus dynamiques et des principales routes commerciales maritimes, notamment les détroits indonésiens (Malacca, Sonde, Lombok), les espaces maritimes de la mer de Chine et l'océan Indien. La région est également au cœur des chaînes de valeur mondiales et des échanges internationaux, ce qui explique pourquoi les deux grandes puissances cherchent à y consolider leur influence.

Face à la montée en puissance économique, technologique et militaire de la Chine, les États-Unis ont progressivement réorienté leur stratégie extérieure vers cette région. Cette dynamique débute avec le « pivot vers l'Asie », lancé sous Barack Obama en 2011, se poursuit avec la stratégie indo-pacifique développée sous Donald Trump (2019)² et renforcée avec Joe Biden (2022)³. L'objectif des États-Unis est de préserver leur leadership régional et international en renforçant leurs alliances politiques, économiques et militaires. Cette stratégie repose notamment sur une coopération accrue avec le Japon, la Corée du Sud,

¹ La cinquantaine de pays qui composent l'Indo-Pacifique, dans sa définition géographique la plus large, concentrent trois quarts de la population mondiale, soit près de 5,9 milliards de personnes. 4 des 5 pays les plus peuplés au monde y sont situés : l'Inde, la Chine, l'Indonésie et le Pakistan.

² <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2019/11/Free-and-Open-Indo-Pacific-4Nov2019.pdf> ; <http://www.andrewerickson.com/wp-content/uploads/2019/11/DoD-Indo-Pacific-Strategy-Report-2019.pdf>

³ <https://bidenwhitehouse.archives.gov/wp-content/uploads/2022/02/U.S.-Indo-Pacific-Strategy.pdf>

l'Inde et plusieurs États d'Asie du Sud-Est⁴, mais aussi sur des cadres multilatéraux de coopération comme le Quad⁵, l'AUKUS⁶ ou encore l'IPEF⁷. Dans le même temps, les États-Unis utilisent de plus en plus des instruments géoéconomiques pour limiter l'influence chinoise. Depuis la guerre commerciale engagée en 2018 sous Donald Trump puis prolongée sous Joe Biden, Washington a multiplié les droits de douane, renforcé les contrôles sur les exportations technologiques et encouragé la réorganisation des chaînes de production vers des partenaires jugés fiables, nommés les « friend-shoring⁸ », une doctrine commerciale exposée en avril 2022 par l'économiste Janet Yellen⁹, secrétaire au Trésor américain entre 2021 et 2025. Les politiques industrielles américaines, notamment dans les secteurs stratégiques comme les semi-conducteurs (« Chips Act¹⁰»), participent également à cette logique de sécurisation économique.

De son côté, la Chine développe une stratégie de long terme fondée sur l'intégration économique régionale, les infrastructures et la projection de puissance. L'initiative des Nouvelles Routes de la soie (Belt and Road Initiative – BRI) constitue l'un des principaux outils de cette politique : elle vise à financer et construire des infrastructures portuaires, énergétiques et logistiques afin de renforcer les connexions économiques tout en consolidant l'influence politique chinoise. Pékin s'appuie également sur des mécanismes régionaux comme le *Regional Comprehensive Economic Partnership* (RCEP¹¹) ainsi que sur des institutions financières alternatives telles que l'*Asian Infrastructure Investment Bank* (AIIB¹²). Cette stratégie s'accompagne d'une présence maritime croissante destinée à sécuriser les voies commerciales essentielles au développement chinois.

⁴ Birmanie (ou Myanmar), Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste et Vietnam.

⁵ Lancé en 2007, puis relancé en 2017, le Quad (Quadrilateral Security Dialogue, ou « Dialogue quadrilatéral pour la sécurité ») est un partenariat stratégique informel entre quatre démocraties de l'Indo-Pacifique : États-Unis, Inde, Japon et Australie.

⁶ AUKUS est un partenariat de sécurité et de défense lancé en 2021 entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis.

⁷ L'IPEF (Indo-Pacific Economic Framework) est une initiative économique lancée en 2022 et menée par les États-Unis avec quatorze partenaires — Australie, Inde, Japon, Corée du Sud, Indonésie, Vietnam, Thaïlande, Malaisie, Philippines, Singapour, Nouvelle-Zélande, Brunei et Fidji — afin de renforcer la coopération dans le commerce, les chaînes d'approvisionnement, l'énergie propre et la gouvernance économique, sans constituer un accord classique de libre-échange.

⁸ Le friend-shoring (qu'on traduit parfois par « relocalisation entre pays alliés » ou « délocalisation vers des pays partenaires ») est une stratégie économique qui consiste à déplacer la production ou les chaînes d'approvisionnement vers des pays considérés comme politiquement ou stratégiquement fiables, plutôt que simplement vers les pays où les coûts sont les plus bas.

⁹ <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy0880>

¹⁰ Bien que centrée sur les semi-conducteurs, la stratégie américaine issue du *CHIPS and Science Act* s'inscrit dans une politique industrielle beaucoup plus large visant à sécuriser l'ensemble des technologies critiques — intelligence artificielle, informatique quantique, batteries, biotechnologies, cybersécurité ou encore minerais stratégiques — afin de préserver le leadership technologique des États-Unis face à la Chine.

¹¹ RCEP (ou *Partenariat économique régional global*) est un grand accord de libre-échange en Asie-Pacifique entré en vigueur en 2022. Il regroupe 15 pays et représente environ 30 % de la population et du PIB mondiaux.

¹² Lancée en 2016 à l'initiative de la Chine pour financer des projets d'infrastructures : transports, énergie, eau, villes, connectivité, parfois infrastructures numériques.

Une région qui supporte le poids principal de la crise du détroit d'Ormuz

Dès les premières semaines de la crise, les conséquences se sont propagées à l'Asie de l'Est¹³, en Asie du Sud-Est ainsi que dans le sous-continent Indien, régions fortement dépendantes des importations d'hydrocarbures. Contrairement à l'Europe, relativement moins touchée, les pays asiatiques sont particulièrement vulnérables à toute perturbation du détroit d'Ormuz, par lequel transitent entre 85 et 90 % du pétrole destiné à la région¹⁴. Le Japon et la Corée du Sud apparaissent comme les pays les plus fragiles, important près de 100 % de leurs hydrocarbures, dont environ 70 % passent par le détroit d'Ormuz. La Chine, bien qu'ayant diversifié ses approvisionnements énergétiques, reste fortement exposée avec une dépendance comprise entre 40 et 50 %. En Asie du Sud-Est, les Philippines et la Thaïlande sont fortement affectées, tandis que des producteurs comme la Malaisie ou le Brunei sont relativement protégés grâce à leurs ressources nationales. Quant à l'Inde, la crise du détroit d'Ormuz met en évidence sa forte vulnérabilité énergétique. Le pays importe près de 90 % de son pétrole, dont environ 40 % du brut transitait par ce corridor avant la crise. Celui-ci assurait également le passage d'environ 60 % des importations indiennes de gaz naturel et 90 % de celles de GPL. Malgré la diversification progressive de ses fournisseurs, la crise renchérit les coûts d'importation, pèse sur les réserves de change et alimente un risque inflationniste¹⁵.

La crise énergétique affecte également des secteurs stratégiques comme l'agriculture et le tourisme. En outre, la hausse du prix des carburants et des engrais menace la production agricole, la sécurité alimentaire et les exportations, tandis que les pêcheurs voient leurs coûts d'exploitation s'envoler. Le tourisme est également pénalisé par l'augmentation du prix des billets d'avion et les craintes de pénurie de kérosène, qui entraînent une baisse des réservations et conduisent certaines compagnies à envisager une réduction de leurs liaisons.

Plusieurs États asiatiques sont en état d'alerte et rejettent la responsabilité sur les États-Unis, qui ne les ont pas consultés — pas plus que des alliés majeurs comme l'Australie, l'Inde ou le Japon — avant le conflit. Des pays ont imposé des mesures d'austérité et de rationnement, tenté d'atténuer le choc grâce à des subventions, réduit la durée de la semaine de travail et, aux Philippines, déclaré l'état d'urgence nationale. Certains rouvrent des centrales à charbon fermées, préparent une expansion du nucléaire et craignent manifestement que la colère populaire ne débouche sur des troubles généralisés.

Une érosion historique de la confiance régionale envers les États-Unis

Le déclenchement de la guerre en Iran a porté atteinte aux relations américaines en Indo-Pacifique, déjà mises à rude épreuve après plus d'un an de politique étrangère erratique et transactionnelle du président Donald Trump et de son administration¹⁶. À ce titre, plusieurs

¹³ Chine, Japon, Corée du Sud, Corée du Nord, Mongolie et Taïwan.

¹⁴ <https://zerocarbon-analytics.org/insights/briefings/asian-countries-most-at-risk-from-oil-and-gas-supply-disruptions-in-strait-of-hormuz/?utm>

¹⁵ <https://indianexpress.com/article/explained/explained-economics/strait-of-hormuz-impact-india-oil-import-crisis-10687301/>

¹⁶ <https://eastasiaforum.org/2026/06/02/washington-pays-the-price-for-losing-asias-trust/>

études et auteurs mettent en évidence l'affaiblissement de l'influence américaine dans la région, y compris auprès de ses alliés et partenaires traditionnels.

Selon le rapport annuel *State of Southeast Asia*¹⁷, la Chine a dépassé les États-Unis pour devenir le partenaire privilégié par une majorité de pays d'Asie du Sud-Est (les participants devaient choisir entre les deux puissances¹⁸. Le rapport 2026, montre que la Chine reste à nouveau le partenaire favori). La majorité des personnes interrogées considèrent également que la Chine est la puissance économique la plus influente en Asie du Sud-Est. Dans une évolution inédite par rapport aux précédentes enquêtes du Yusof Ishak Institute¹⁹ (ISEAS), plus de la moitié des répondants affirment désormais que le leadership mondial des États-Unis constitue leur principale préoccupation géopolitique. Cela relègue au second plan le comportement agressif de la Chine en mer de Chine méridionale, qui était la principale inquiétude de la région en 2025.

En réalité, avant même l'arrivée de Trump au pouvoir, la popularité des États-Unis s'était déjà fortement dégradée dans certaines parties de l'Asie du Sud-Est — notamment au Brunei, en Malaisie et en Indonésie²⁰ — en raison de la gestion américaine de la guerre à Gaza²¹. En outre, le mécontentement de la région envers Washington s'est accentué au cours de l'année écoulée, après que l'administration Trump a imposé de lourds droits de douane aux exportateurs d'Asie du Sud-Est. Ces tarifs, dont l'ampleur semblait varier selon des facteurs difficiles à comprendre pour les États de la région, ont compliqué les négociations avec Washington, détérioré l'environnement des affaires régional et donné l'image d'un soutien incohérent envers les partenaires de la région²².

Face aux incohérences des États-Unis, les alliés asiatiques de Washington cherchent à se prémunir contre l'imprévisibilité de la politique étrangère de l'administration Trump. Les doutes sur la fiabilité des engagements américains incitent le Japon, la Corée du Sud et d'autres partenaires à renforcer leur coopération régionale et à diversifier leurs relations diplomatiques et économiques²³. Sans remettre en cause leur alliance avec les États-Unis, ces pays développent une plus grande autonomie stratégique afin de mieux faire face à la montée en puissance de la Chine et à un environnement géopolitique de plus en plus incertain.

Quant au *Lowy Institute Poll 2026*²⁴, il montre que les Australiens demeurent attachés à l'alliance avec les États-Unis, mais font beaucoup moins confiance au leadership américain actuel. Ils anticipent un monde davantage dominé par la Chine et souhaitent une politique étrangère australienne plus pragmatique, conciliant sécurité, stabilité régionale et autonomie stratégique.

¹⁷ <https://www.iseas.edu.sg/wp-content/uploads/2026/03/The-State-of-Southeast-Asia-2026-Survey-Final-Single.pdf>

¹⁸ Le Japon, longtemps le pays le plus populaire en Asie du Sud-Est, est depuis des années considéré comme un partenaire privilégié par les élites régionales, mais il ne peut rivaliser avec les États-Unis ou la Chine en matière de soutien à la défense.

¹⁹ Enquête réalisée avant le déclenchement de la guerre avec l'Iran (janvier-février 2026).

²⁰ Pays à majorité musulmane, sauf Brunei

²¹ <https://ceias.eu/some-southeast-asians-are-turning-against-america-over-gaza-it-likely-wont-last/>

²² <https://www.cfr.org/articles/the-u-s-is-pushing-southeast-asia-toward-china-the-iran-war-made-it-worse>

²³ <https://www.washingtonpost.com/world/2026/05/26/japan-draws-nearer-south-korea-fearing-china-an-erratic-us/>

²⁴ <https://www.lowyinstitute.org/publications/2026-lowy-institute-poll/united-states-alliance-support-slips-but-still-strong>

Enfin, le *Munich Security Report 2026*²⁵ souligne que face à l'incertitude croissante de l'engagement américain, de nombreux États de la région privilégient une stratégie de diversification de leurs partenariats et de renforcement de leur autonomie stratégique, plutôt qu'un alignement exclusif sur l'une des deux puissances. Le rapport met également en avant l'importance des chaînes d'approvisionnement, des technologies critiques, de la sécurité maritime et des infrastructures comme nouveaux enjeux centraux de la rivalité géopolitique. Dans ce contexte, les puissances moyennes de l'Indo-Pacifique cherchent à préserver un équilibre entre coopération économique avec la Chine et garanties de sécurité offertes par les États-Unis.

Sans conteste, la Chine tire profit du choc énergétique provoqués par la guerre avec l'Iran et de l'imprévisibilité américaine, même si Pékin — qui promet depuis longtemps une coopération énergétique régionale renforcée — fait en réalité peu pour aider les pays d'Indo-Pacifiques, y compris ses alliés dans la région. Confrontée à un ralentissement de sa croissance intérieure et à d'importantes difficultés économiques, la Chine a surtout cherché à sécuriser ses propres approvisionnements énergétiques, déjà mieux protégés que ceux de ses voisins grâce à ses investissements colossaux dans les énergies renouvelables, à sa capacité à continuer d'importer une partie du pétrole iranien et à ses importantes réserves stratégiques. Pékin a également interdit les exportations de pétrole ainsi que celles d'engrais. Pourtant, face à tant de déception et d'incompréhensions envers la Maison-Blanche, le manque d'assistance concrète de la Chine est largement passé au second plan.

Une remise en question de la dépendance et la fiabilité stratégique de l'Indo-Pacifique vis-à-vis des États-Unis

Cette remise en question s'inscrit dans une dynamique historique déjà observée en Indo-Pacifique, notamment lors des guerres américaines en Irak et en Afghanistan, entre 2000 et 2020, ce qui a produit des effets économiques et diplomatiques mesurables dans la région. A n'en pas douter, lorsque Washington a concentré son attention et ses ressources militaires sur d'autres théâtres, de nombreux régimes autoritaires ou hybrides de la région se sont rapprochés de la Chine²⁶. Durant cette période, se rapprocher de Pékin présentait peu de risques politiques et offrait d'importants avantages économiques et diplomatiques. À l'inverse, les démocraties continuaient de s'aligner sur les États-Unis, confiantes dans la pérennité de leurs engagements.

Alors que l'Inde occupe centrale dans la stratégie Indo-Pacifique des États-Unis, notamment face à la montée en puissance de la Chine, la relation bilatérale est désormais traversée par une méfiance croissante. New Delhi perçoit les États-Unis comme un partenaire de plus en plus imprévisible, capable de modifier rapidement ses priorités diplomatiques, commerciales ou sécuritaires. Les pressions américaines sur les achats indiens de pétrole russe, tout comme les tensions liées à la politique commerciale, renforcent ainsi le retour d'une ligne classique de la diplomatie indienne : l'autonomie stratégique²⁷.

²⁵ <https://securityconference.org/en/publications/munich-security-report/2026/indo-pacific/>

²⁶ <https://eastasiaforum.org/2026/05/15/could-a-distracted-us-cast-asia-pacific-allies-adrift/>

²⁷ <https://thediplomat.com/2026/06/india-us-relations-too-important-to-fail-too-complicated-to-trust/>

Au Pakistan, la reprise des hostilités le 8 juillet 2026 entre Washington et Téhéran a renforcé les interrogations sur la fiabilité des États-Unis comme partenaire stratégique. Après avoir joué un rôle central dans la médiation entre les deux parties, Islamabad a publiquement regretté la remise en cause par Washington du mémorandum d'Islamabad (signé le 17 juin 2026) et appelé au respect des engagements pris. Cette séquence nourrit une méfiance croissante envers une politique étrangère américaine perçue comme imprévisible et susceptible de fragiliser les efforts diplomatiques régionaux.

Alors qu'on aurait pu s'attendre à ce que Pékin exploite immédiatement l'affaiblissement relatif des États-Unis, sa réaction est restée prudente. Malgré ses relations avec Téhéran, la Chine s'est essentiellement limitée à appeler au cessez-le-feu, à mettre en garde contre une extension régionale du conflit et à organiser l'évacuation de ses ressortissants. En tant que principal acheteur du pétrole du Golfe, Pékin a intérêt à éviter toute déstabilisation majeure. Cette retenue chinoise ne se traduit pas automatiquement par un avantage pour Washington. Pour certains gouvernements asiatiques, une Chine prudente peut apparaître comme un partenaire plus prévisible et plus fiable qu'une Amérique dont les priorités paraissent fluctuer au rythme des crises et des alternances politiques.

Conclusion

En définitive, la guerre en Iran agit comme un révélateur et un accélérateur des recompositions à l'œuvre dans l'Indo-Pacifique. Malgré son éloignement géographique, elle souligne l'interdépendance croissante des espaces stratégiques et renforce le poids des considérations géoéconomiques dans les choix des États asiatiques. Confrontés aux conséquences du blocage du détroit d'Ormuz, à l'imprévisibilité de la politique étrangère américaine et au risque de voir les ressources de Washington mobilisées sur d'autres théâtres, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et les Philippines renforcent leurs capacités nationales, développent des partenariats régionaux et privilégient une stratégie de *hedging* afin de préserver leur autonomie sans remettre en cause leur alliance avec les États-Unis. Si la Chine bénéficie du recul relatif de l'attractivité américaine, elle ne s'impose pas pour autant comme une alternative pleinement crédible. Les alliés de Washington ne basculent pas vers Pékin, mais cherchent plutôt à réduire leur dépendance stratégique aux États-Unis. La guerre en Iran accélère ainsi moins un réalignement vers la Chine qu'une désaméricanisation partielle de la sécurité régionale.

Références

- Boisseau du Rocher, S. et C. Lechervy (2025). *L'Asie-Pacifique. Nouveau centre du monde*. Odile Jacob. https://www.odilejacob.fr/catalogue/sciences-humaines/economie-et-finance/asie-pacifique_9782415010973.php?srsItd=AfmBOoqO9TICmcQYq7YSDcNs8EJYAE0IT3ZGvAe9nhNjiWSW6kEjtqnD
- Lai-Ha Chan & Pak K. Lee (2024). *China-US Great-Power Rivalry: The Competitive Dynamics of Order-Building in the Indo-Pacific*. Routledge. <https://www.routledge.com/China-US-Great-Power-Rivalry-The-Competitive-Dynamics-of-Order-Building-in-the-Indo-Pacific/Chan-Lee/p/book/9781032492773>

Lasserre, F., Mottet, E. et B. Courmont (2025). *L'ère de l'Indo-Pacifique. Chimère ou réalité durable ?*, Presses de l'Université du Québec, 306 p. <https://www.puq.ca/catalogue/livres/ere-indo-pacifique-5032.html>

Lasserre, F., Mottet, É. et B. Courmont (2022). *À la croisée des nouvelles routes de la soie. Coopérations et frictions*. Presses de l'Université du Québec. <https://www.puq.ca/catalogue/livres/croisee-des-nouvelles-routes-soie-4014.html>

Mottet, E. (2024). Les détroits indonésiens au cœur de l'articulation entre les océans Indien et Pacifique. *Études Marines*, 25, 28-33. <https://www.defense.gouv.fr/cesm/nos-publications/etudes-marines-du-cesm/etudes-marines-ndeg25-regards-lindopacifique>